



L'HÉTAIRIE

Le combat des idées à gauche

**Cécile
GONCALVES**

Docteure en Études
politiques (EHESS)

Enseignante-chercheuse
en sciences sociales

Retour sur l'expérience de la « geringonça » portugaise

Depuis les élections législatives d'octobre 2015, le Portugal dispose à sa tête d'un gouvernement socialiste qui s'appuie sur une alliance, inédite dans l'histoire de la jeune démocratie lusitanienne, entre les différents partis de gauche au Parlement : Parti socialiste, Bloc de gauche, Coalition démocratique unitaire, menée par le Parti communiste avec les Verts. Cette situation particulière a été qualifiée de « *geringonça* ».

Littéralement, le terme « *geringonça* » renvoie à ce qui est mal-fait, à un amas de vieux objets hétéroclites peu compatibles et de mauvaise qualité destinés à la décharge ou à la revente dans les braderies. Ce terme est devenu un élément de langage conservateur depuis que Vasco Pulido Valente, ancien député du PSD (Parti social-démocrate, centre droit), l'a utilisé dans une chronique publiée dans le journal [Público](#) afin de ridiculiser cette « coalition de fortune ». Paulo Portas, président du très conservateur CDS-PP (Centre démocrate-chrétien/parti populaire) l'a repris à la tribune de l'Assemblée de la République pour dénigrer l'alliance et dénier la qualité de Gouvernement à l'exécutif. Du haut du perchoir, il a doctement expliqué que les membres de celui-ci « *ne négocieront jamais un budget* » et que « *s'ils y arrivent, l'économie s'effondrera* ». La formule a rapidement été reprise par les commentateurs politiques et relayée sur les réseaux sociaux. Dès l'entrée en fonction du Gouvernement, elle résonnait telle une prophétie qui annonce une instabilité et la caractérisation d'un acte politique « ni fait ni à faire ».

En dépit d'une connotation péjorative, les différents membres de la coalition se sont pourtant emparés de l'expression et, telle une inversion du stigmat, la *geringonça* a acquis une connotation positive. Début 2016, personne dans l'opposition ou les médias n'aurait pu s'imaginer que la *geringonça* eût été capable de tenir la distance et finir sa législature. À la veille des élections législatives, tâchons de revenir sur cette expérience singulière dans l'histoire de la jeune démocratie portugaise.

Une alliance improbable

Les plaies de la crise de 2007-08

2

La crise financière mondiale de 2007-2008 explique la méfiance quant à la capacité des pays du Sud européen à honorer leurs dettes, celles-ci dépassant la limite tacite des 60 % du PIB érigés en critère de bonne gestion par la Commission européenne. Certes, le ratio d'endettement public des membres fondateurs tels que l'Allemagne ou la France outrepassa largement cette limite, mais, en plus de posséder d'importantes réserves de change, ces États bénéficient d'économies capables de générer une croissance régulière à même de maintenir l'endettement. Tel n'est pas le cas des économies des pays comme le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne, alors désignés par l'acronyme péjoratif « PIIGS », dont les ratios dette/PIB sont plus élevés et risquent de compromettre la stabilité de la zone euro.

Dans ce contexte, la fameuse « Troïka », composée de la Commission européenne (bras exécutif de l'UE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) proposa des « plans de sauvetage » financiers (dits « *bailouts* ») aux « PIIGS ». En échange, les Gouvernements concernés se sont engagés à imposer des « réformes structurelles » à leurs populations. Ces pays sont depuis étroitement surveillés par la Troïka et sanctionnés si besoin.

Au cours de cette période, José Socrates, secrétaire général du Parti socialiste, occupait les fonctions de Premier ministre. Il signa le memorandum avec la Troïka, comprenant la mise en œuvre de diverses mesures d'austérité fiscale. Celles-ci suscitèrent d'importants mouvements sociaux tout au long de l'année 2010 et, en mars 2011, le gouvernement dut renoncer à certaines d'entre elles après le rejet du budget par le Parlement. Le mois suivant, le Portugal sollicita avec succès une nouvelle aide de la zone euro en contrepartie d'efforts supplémentaires. En injectant quelques 78 milliards d'euros, ce programme de renflouement devait éviter la faillite du pays.

En réaction, en juin 2011, les Portugais accordèrent plus de 50 % des votes au PSD et CDS-PP. Les deux organisations composèrent alors un Gouvernement mené par Pedro Passos Coelho (PSD). L'exécutif ainsi composé poursuivit le programme d'austérité budgétaire en accord avec le credo néolibéral :

- il créa de nouvelles taxes et augmenta la plupart des impôts existants ;

- il réduisit les investissements publics, y compris dans l'éducation, et tenta de réduire les salaires (mesure finalement retoquée par le Tribunal constitutionnel) ;
- il promulgua ensuite une réforme du code du travail préjudiciable aux travailleurs en généralisant les « *recibos verdes* » (les reçus verts) c'est-à-dire le statut d' « indépendant ». Ces derniers ne bénéficient d'aucun des droits d'un salarié du régime général (pas de congés payés, d'indemnités chômage ou maladie) et ne cotisent pas à la Sécurité sociale.
- De plus, pour tous les contrats de travail signés depuis octobre 2013, les indemnités de licenciement furent fortement réduites.
- L'exécutif encouragea également la vente de la participation du Gouvernement dans les entreprises publiques et vendit plusieurs biens du patrimoine national ;
- Il invita les jeunes à s'expatrier, conduisant les chiffres de l'émigration ont doublé entre 2010 et 2013, atteignant les sommets des dernières décennies de la dictature salazariste. Depuis 2014, les chiffres se stabilisent autour de 110 000 départs environ chaque année selon [l'Observatoire](#) de l'émigration portugaise.

Toutes ces mesures n'ont toutefois pas porté leurs fruits, contribuant à **l'augmentation du chômage** et à **l'évidement du pays de ses « forces productives »**. En 2013, après deux années et demi de récession, la croissance est timidement réapparue, le Portugal a pu sortir du plan de sauvegarde dès mai 2014 et se financer sur les marchés. Mais cette stabilité retrouvée n'a pas profité au Gouvernement sortant.

En effet, le premier ministre sortant Pedro Passos Coelho et le CDS-PP de Paulo Portas, n'ont remporté que d'une courte tête les élections législatives du 4 octobre 2015 avec 38,5 % des votes. Ils ont ainsi obtenu 107 des 230 sièges de l'Assemblée de la République, le Parlement monocaméral. Leur coalition « *Portugal à Frente* » (PàF - « *Portugal en avant* ») a d'ailleurs bénéficié du soutien du président de la République Aníbal Cavaco Silva afin de « *préserver les engagements internationaux du Portugal* » et de l'Eurogroupe. Malgré ces soutiens, le Gouvernement provisoire que Passos Coelho n'a pas obtenu le vote de confiance des députés. Placé en minorité, il a été acculé à la démission (art. 195 de la Constitution de 1975).

Car à l'image des Grecs en 2015, **les Portugais ont majoritairement rejeté la politique d'austérité**. Le Parti socialiste, qui promettait d'alléger les mesures d'austérité est parvenu à atteindre la deuxième position : passant de 28 % en 2011 à 32,31 % en 2015, il a obtenu près de 86 sièges. Le PCP, principale formation de la Coalition démocratique unitaire (CDU), a obtenu 8,3 % des voix, soit 17 députés. Le BE a obtenu 10,2 % des suffrages exprimés, soit 19 sièges. En ajoutant le score du PSP, les leaders de la coalition alternative

compilent 50,75% des suffrages exprimés et disposent de 122 sièges sur 230. Antonio Costa, le secrétaire général du PS et grand artisan de la coalition, a par conséquent assuré au président Cavaco Silva qu'il était « *en mesure de constituer un gouvernement stable* » en vertu des accords bilatéraux signés avec les gauches dites « radicales ».

En substance, le PS dirige seul l'action du Gouvernement, les autres partis ayant refusé d'en être, mais les leaders du PCP et du BE se sont engagés à le soutenir au Parlement s'il respectait les termes des accords conclus. Chaque camp préserve alors son autonomie et reste maître de sa communication.

Mais, il n'a pas été aisé de parvenir à une telle coalition d'autant que la longue histoire des conflits, en particulier entre le PS et le PC depuis 1975, ne présageait pas d'une immense capacité de survie.

Le PS dirige seul l'action du Gouvernement, mais les leaders du PCP et du BE se sont engagés à le soutenir au Parlement s'il respectait les termes des accords conclus

L'alliance historique des gauches jugées « irréconciliables »

Le PSD a un temps espéré obtenir le soutien de l'aile droite du PS, traditionnellement proche ses positions économiques depuis la chute de l'*Estado Novo* (1933-1974). Le PS portugais a, en effet, été l'un des premiers partis sociaux-démocrates européens à avoir entamé le « tournant de la rigueur ». Dès 1976 (lors du processus de transition connu sous le terme de « PREC » pour « processus révolutionnaire en cours »), son leader Mario Soares (1924-2017), avait dénoncé la « manœuvre totalitaire » du parti communiste d'Alvaro Cunhal et des autres mouvements de gauche radicale issus de la Révolution des œillets.

Après l'occupation violente des locaux du journal socialiste *A Republica* par des ouvriers soutenus par le PCP, avec la complicité bienveillante du MFA, Soares quitta la coalition du IV^e gouvernement provisoire de Vasco Gonçalves. Les désaccords portèrent essentiellement sur le refus du PS, partisan du pluralisme, de l'institutionnalisation d'une centrale syndicale unique - l'« *Intersindical* » - censée encadrer tous les travailleurs, ainsi que sur la manière de conduire le processus de décolonisation.

Après le coup de force manqué du 25 novembre 1976 fomenté par l'extrême-gauche, laquelle souhaitait renverser le VI^e gouvernement provisoire et le Mouvement des Forces Armées (MFA) pour imposer un régime satellite de l'URSS, les officiers modérés et les partis prônant une démocratie pluraliste « à l'occidentale » ont repris l'exécutif. La promulgation de la Constitution le 2 avril 1976 et les élections législatives du mois de juin suivant ont dès lors achevé la rupture entre le PCP et la gauche non communiste. C'est à cette période que

Soares a entamé les démarches pour l'intégration du Portugal dans la CEE. Le PCP, profondément souverainiste, a toujours refusé de suivre l'orientation trop libérale selon son opinion de la figure historique du PS.

Lorsque Soares a été nommé premier ministre, il a sollicité l'aide financière du FMI et fait voter des mesures de rigueur drastiques pour stabiliser l'inflation et l'escudo. Par conséquent, depuis les législatives de 1983 où le PS remporta les élections sans majorité absolue, préférant s'allier au PSD à droite plutôt qu'avec le PCP, les gauches portugaises semblaient « irréconciliables ». Le PCP n'a cessé d'affirmer qu'il voulait sortir le Portugal de la CEE puis de l'Union tandis que le PS se montrait farouchement pro-européen et décidé à honorer les compromis conclus avec Bruxelles en matière d'orthodoxie budgétaire. Le PCP et le jeune *Bloco de esquerda*, né de la fusion en 1999 de divers partis et mouvements de l'extrême-gauche non marxiste, refusèrent jusqu'en 2015 de s'associer à un PS qu'ils considéraient comme « social-traitre ».

Traditionnellement, le PS a toujours été proche de la social-démocratie allemande. Le PCP est resté, quant à lui, fidèle à la vision du monde marxiste-léniniste. Très proche des syndicats, il dispose d'un ancrage local important et actif dans les coopératives historiques et à l'intérieur du pays. Il est profondément eurosceptique et considère que la souveraineté monétaire comme une prérogative inaliénable de la souveraineté populaire. Il défend également le retrait du Portugal de l'OTAN qu'il considère comme une institution à la solde de l'« impérialisme » américain.

Le BE est, quant à lui, assez libertarien sur les principes et valeurs morales, favorable aux réformes sociétales telles que l'avortement, le mariage des couples homosexuels, l'euthanasie, la PMA, la GPA ou la dépénalisation des drogues douces. Ce parti souhaite, comme le PCP, la sortie de l'OTAN, la restructuration de la dette et le « *Portuxit* » là où le PS, prêche surtout pour un rééquilibrage du modèle économique lusitanien dans le cadre budgétaire européen.

Des divergences entre ces gauches existent également sur le plan de la politique intérieure, avec la volonté affirmée, tant par la CDU (dirigée par le PCP) que le BE de remettre en cause la législation « anti-travailleurs » mise en place par le précédent gouvernement de droite alors que le PS envisage encore diverses mesures d'allègement de cotisations sociales pour les entreprises. Toutefois, face à la perspective de la reconduite d'un Gouvernement « austéritaire », les PS, PCP et BE ont choisi de mettre de côté leurs divergences et accepté un compromis parlementaire pour rejeter dans l'opposition Pedro Passos Coelho.

Face à la perspective de la reconduite d'un Gouvernement « austéritaire », les PS, PCP et BE ont choisi de mettre de côté leurs divergences et accepté un compromis parlementaire

La geringonça, une expérience originale

Ni fusion des gauches, ni « gauche plurielle », l'expérience portugaise est celle d'une négociation constante des mesures à voter, qui n'ignore pas les rapports de forces entre alliés. Le programme national de réformes présenté par le PS comporte 70 mesures acceptées par le PCP et le *Bloco* et dont la tonalité générale va à l'encontre des politiques d'austérité antérieures. Il est sous-titré : « *Pour plus de croissance, de meilleurs emplois et plus d'égalité* » et se décline en six piliers :

- 1) Élever les qualifications des Portugais
- 2) Promouvoir l'innovation économique
- 3) Valoriser le territoire
- 4) Moderniser l'État
- 5) Recapitaliser les entreprises
- 6) Renforcer la cohésion et l'égalité sociale.

Ni fusion des gauches, ni « gauche plurielle », l'expérience portugaise est celle d'une négociation constante des mesures à voter

6

Ces axes ont d'ailleurs constitué le fil directeur des premières actions telles que le déplafonnement des retraites, la suppression de la contribution fiscale extraordinaire qui pénalisait les salaires de la fonction publique, la remise en place des 35 heures par semaine et des quatre jours fériés qui avaient été supprimés par la majorité précédente ou encore l'augmentation du salaire minimum.

Or, dès l'entrée en fonction du gouvernement d'Antonio Costa, beaucoup avaient prédit un échec fulgurant de ce « bric-à-brac » non seulement en raison de son caractère hétérodoxe, mais aussi des mesures trop dispendieuses qu'il allait mettre en œuvre. D'ailleurs, les agences de notation n'ont pas manqué de renforcer leur surveillance à l'égard du Portugal. Sur le plan économique, plusieurs analystes estimaient qu'une telle alliance replongerait le pays dans les affres de la récession et que la situation du Portugal serait bientôt comparable à celle, chaotique, de la Grèce. Alors que A. Costa promettait de « *tourner la page de l'austérité sans sortir de l'euro* » lors du dernier congrès du PS, les marchés s'affolèrent même si du côté du FMI ou à Bruxelles, on commençait à se rendre compte que les programmes d'austérité pouvaient avoir des effets macroéconomiques désastreux et entraîner les pays affectés dans des spirales récessives extrêmement dangereuses et inutilement coûteuses socialement.

Un bilan positif mais un effort à poursuivre

Force est de constater qu'en 2019, au terme de son mandat, la « *geringonça* » a tenu tandis que le Portugal se trouve dans un meilleur état que ne l'avait laissé « *PàF* ». Contrairement aux pronostics alarmistes,

- depuis 2016, la croissance est repartie à la hausse et les investisseurs sont revenus (+8,4% en 2017, l'investissement revenant à son niveau de 2011). Toutefois, le niveau global d'investissement au Portugal reste encore faible en comparaison avec les autres pays de la zone euro et les besoins du pays, principalement en termes d'infrastructures et modernisation technologique, demeurent immenses.

Force est de constater qu'en 2019, au terme de son mandat, la « geringonça » a tenu tandis que le Portugal se trouve dans un meilleur état

- La hausse des retraites et la diminution de la TVA sur les produits de base n'ont en rien enrayé la reprise de l'économie qui a enregistré en 2017 une croissance record de 2,7 %, supérieure à la moyenne de la zone euro - la plus forte depuis 2000, grâce au tourisme et à la construction tout en jugulant son déficit en dessous de 3%.

- La fin du gel des rémunérations des fonctionnaires n'a pas empêché, non plus, de réduire le déficit public de 3 % à 1,4 %.

- Le gouvernement Costa est revenu partiellement sur la privatisation de la compagnie aérienne TAP et a fait remonter la participation de l'État à 50 % du capital ;

- Il est aussi revenu dès janvier 2016 sur la privatisation des transports en commun de Lisbonne et Porto en les remunicipalisant.

En particulier, le dégel des pensions de retraite a été suivi par une lutte contre la précarité qui a notamment signifié

- L'application d'un nouveau tarif énergétique pour les plus démunis ;

- Le retour de la progressivité de l'impôt sur les revenus favorables aux ménages les plus pauvres ;

- La majoration de 50 % des heures supplémentaires et la récupération intégrale des treizième et quatorzième mois.

- Il a pourvu à l'embauche de tous les travailleurs aux « reçus verts » dans les écoles publiques ainsi qu'au remplacement progressif des bourses de post-doctorat par des contrats de travail.

- Le respect du droit à la négociation dans l'administration publique a été rétabli mais la législation agressive dans le domaine de la négociation

collective n'a, quant à elle, pas été modifiée, suscitant de nombreuses réserves chez les deux principales organisations syndicales du pays.

Évidemment, une société où le salaire moyen oscille autour de 925 euros (contre 2389 € en France) ne nage pas dans l'abondance et l'équilibre des comptes est relatif dans un pays où la dette publique représente quasiment 126 % du PIB. Le conseil des finances publiques estime que le déficit de l'État, de l'ordre de 1,1% en 2018 atteindra l'équilibre en 2020 mais, en trois ans, le salaire minimum n'est passé que de 505 à 676 € bruts, soit une petite hausse de 15 %. Notons que le salaire minimum concerne actuellement de 1/5^e des salariés.

Les tribuns de la droite, chantres de l'austérité, prédisaient une explosion du chômage. En janvier 2013, le chômage concernait 18 % de la population active. Or, au 2^e semestre 2018, le taux de chômage a chuté à 6,7 % en passant par une moyenne de 8,9% pour l'année 2017.

Autre réussite à l'actif de la « *geringonça* », jamais, jusqu'alors, le Portugal n'avait reçu 20 millions de touristes en un an. En 2017, ce pays de 10,2 millions d'habitants a dépassé ce chiffre. L'explosion touristique démarrée en 2013 doit selon tous les indicateurs se poursuivre. C'est un tourisme qui pèse dans le PIB (8% contre 11% en Espagne) et dans la création d'emplois. Cependant, ce *boom* a des répercussions désastreuses en termes d'emplois, de logements et d'impact écologique. Ce secteur représente la moitié des exportations de service et accapare 8,2% de la population active dont une grande proportion d'emplois précaires. L'arrivée de plateformes de locations saisonnières comme *AirBnb* a entraîné une hausse considérable des loyers à Lisbonne et Porto. Des milliers de propriétaires particuliers louent leurs logements à des fins touristiques, contribuant à la pénurie. Ce phénomène de flambée des loyers entraîne chaque année l'expulsion d'habitants d'immeubles entiers dans les quartiers particulièrement « typiques » comme celui de la Mouraria à Lisbonne. Certes, le Gouvernement réfléchit comme en Espagne à une loi d'encadrement des locations d'appartements aux touristes mais refuse de revenir sur les « *Investment Based Residence Permit (ARI)* » ou « *golden visas* » créés en 2012 et le statut NHR (résident non habituel) – qui existe depuis 2013 – provoquant des tensions au sein de la coalition.

Cependant, ce boom touristique a des répercussions désastreuses en termes d'emplois, de logements et d'impact écologique.

Pour attirer les investisseurs étrangers et relancer la croissance, le gouvernement de P. Coelho a permis aux ressortissants d'un pays hors de la zone Schengen d'acquérir un permis de séjour au Portugal via des investissements sur le territoire national tout en bénéficiant d'importantes exemptions d'impôts. À côté de cette mesure, l'acquisition du statut NHR permet aux expatriés retraités d'être exonérés d'impôts pendant dix ans à condition de passer au moins 183 jours par an au Portugal et de ne pas y avoir été résident fiscal au cours des cinq dernières années. Cette mesure est particulièrement attractive.

Depuis 2013, 25 000 français se sont installés au Portugal. Les prêts immobiliers ont ainsi plus que triplé durant les cinq dernières années. Ce statut cible autant les retraités fortunés (contrairement à la France, le pays n'a ni ISF ni taxes sur la succession) que les profils plus modestes qui voient leur pouvoir d'achat démultiplié une fois sur place. On estime qu'un ressortissant français expatrié gagne en moyenne +30 % de pouvoir d'achat à Lisbonne et + 45 % dans le reste du pays. En effet, les entrepreneurs et professions libérales étrangers qui s'y installent ne sont imposés qu'à 20 % sur leur revenus générés et perçus au Portugal. La dette qui atteignait 132% du PIB était encore de 126 % en 2017 et les prévisions la situent aux alentours de 114% en 2022. Cependant, il a déjà été décidé de n'accorder aucune augmentation aux fonctionnaires en 2019. La réévaluation et les possibles re-calibrages des réductions, les exemptions des contributions patronales pour la Sécurité sociale ainsi que le refus de toute nouvelle privatisation exigée par la Commission européenne sont, là encore, des mesures adoptées par le Parlement aux mains de la « *geringonça* ».

Les tensions ne sont pas absentes de la coalition notamment à propos de système de financement des retraites.

Les tensions ne sont pas absentes de la coalition notamment à propos de système de financement des retraites. Le Gouvernement a consenti à mettre en place une exonération des charges sociales pour les entreprises qui réduiront le recours aux contrats temporaires (équivalents aux CDD) et, inversement, les entreprises multipliant ce type de contrats seront taxées. Il maintient pourtant au grand dam de ses alliés la dérégulation du travail mise en œuvre par le précédent gouvernement PSD-CDS PP. Le Gouvernement privilégie les accords d'entreprises au détriment des accords de branches et préside à la mise en application d'une vaste réforme de modernisation administrative baptisée « *Simplex* » visant à l'élimination de la bureaucratie et à la disparition des multiples lois, normes et décrets obsolètes et/ou contradictoires. Un guichet unique sera instauré pour permettre de résoudre les problèmes réglementaires ou fiscaux des entreprises. Pareille restructuration sera préjudiciable pour les administrés puisque les agents concernés risquent d'être « reclassés » voire licenciés et les fonctionnaires encouragés à prendre leur retraite anticipée et ne seront pas remplacés.

Le système bancaire est également une pomme de discorde au sein de la majorité. Les banques étant toujours très « fragiles », hésitant à accorder des crédits aux entreprises qui les sollicitent menaçant ainsi leur possibilité de modernisation et leur viabilité. Mário Centeno, le ministre des Finances – devenu ensuite président de l'Eurogroupe – s'est efforcé d'assainir et consolider le secteur bancaire, pour qu'il joue son rôle en particulier auprès des petites entreprises. Ce sauvetage a creusé le déficit public, le portant à 3% du PIB en 2017 au lieu des 0,92 % prévu si l'État n'avait pas renfloué à hauteur de 3,9 milliards d'euros la banque publique, la *Caixa Geral de Depositos* (équivalente de la Caisse des dépôts française). De même l'État a renfloué le *Novo Banco*

(issu de la faillite de la Banque *Espírito Santo* entrée en liquidation en 2016) à hauteur de 450 millions d'euros, malgré les 4,4 milliards d'euros d'apport en 2014 et l'opération d'assainissement des actifs toxiques.

Une reprise a bien eu lieu au Portugal ces dernières années et la gauche au pouvoir a géré le pays sans entraîner de dérive quelconque des comptes publics ou une défiance accrue de ses créanciers. Devant les résultats obtenus, deux des trois grandes agences de notation ont même décidé de sortir la dette publique portugaise de la catégorie « spéculative ». En septembre 2017, Standard and Poor's a majoré sa note d'un cran, de BB+ (meilleure note de la catégorie spéculative) à BBB- (sa moins bonne note de la catégorie investissement). En décembre 2017, l'agence Fitch a revalorisé sa note de deux crans, de BB+ à BBB. Seule Moody's a maintenu en septembre 2017 sa note à Ba1 (sa meilleure note de la catégorie spéculative), assortie d'une perspective positive. L'accalmie que connaît le Portugal pourrait laisser croire que le compromis entre les différents gauches va perdurer pour un second mandat. Il faut toutefois prendre en considération le niveau des taux d'intérêt à dix ans, qui avoisinent les 3-4 % (taux supérieur au taux de croissance nationale). Le pays reste handicapé par une dette publique importante.

Des tensions à venir ?

Le Portugal possède le troisième niveau de dette le plus élevé d'Europe, après l'Italie (133 %) et la Grèce (180 %). C'est pourquoi le gouvernement souhaite profiter du contexte économique actuellement porteur pour ramener le déficit public à 0,2 % en 2019, puis engranger un excédent de 0,7 % en 2020. Mais, sur ce point, il se heurte aux réticences de ses alliés de gauche, qui voudraient qu'il veille à la modernisation de plusieurs infrastructures publiques compte tenu de besoins immenses dans beaucoup de domaines, comme la santé ou l'éducation. Des divergences subsistent autour de la gestion de la dette publique et extérieure. L'accord entre partis n'avait en effet prévu aucun audit de celle-ci.

Le redressement du Portugal n'a cependant rien d'extraordinaire, la situation économique et sociale du pays reste très difficile à bien des égards. Et sa trajectoire économique a été en réalité très proche de celle de l'Espagne voisine. Depuis 2008, le Portugal perd une partie de sa population et continue à en perdre. C'est le cas du côté des jeunes, notamment des jeunes qualifiés et cette tendance ne semble pas s'inverser en 2019. Le chômage, qui a moins explosé qu'en Espagne est redescendu sous le niveau d'avant-crise. Mais une part significative de cette baisse est liée au recul de la population active, qui a perdu 280 000 personnes

Le redressement du Portugal n'a cependant rien d'extraordinaire, la situation économique et sociale du pays reste très difficile à bien des égards.

depuis 2008 sur un total de 5,6 millions (une baisse plus de deux fois plus importante qu'en Espagne).

La demande intérieure portugaise se redresse également mais elle n'est toujours pas revenue à son niveau d'avant-crise. Les salaires, qui ont fortement chuté avec la crise, nettement plus qu'en Espagne, peinent à se redresser. La *geringonça* est parvenue à déclencher un léger reflux des inégalités, qui s'étaient accrues avec la crise mais il reste beaucoup à faire dans ce domaine pour que les Portugais puissent jouir du même niveau de vie que les Européens du Nord. Il n'y a pourtant aucune chance que le pays parvienne à faire redescendre à des niveaux supportables le ratio d'endettement public sans annulation d'une partie de sa dette.